

Brochure n° 3154

**Conventions collectives nationales**  
**NÉGOCE DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION**

IDCC : 398. – **Ouvriers**

IDCC : 533. – **ETAM**

IDCC : 652. – **Cadres**

---

AVENANT N° 11 DU 25 FÉVRIER 2014  
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2014

NOR : ASET1450590M  
IDCC : 398, 533

---

Entre :

La FNBM,

D'une part, et

La FNCB CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Champ d'application*

Le présent accord est applicable aux salariés qui relèvent des conventions collectives nationales des ouvriers, employés, techniciens et agents de maîtrise de la branche du négoce des matériaux de construction.

**Article 2**

*Grille de minima conventionnels*

*applicable pour la durée légale du travail à compter du 1<sup>er</sup> avril 2014*

Ouvriers et employés. – Techniciens. – Agents de maîtrise

Coefficient 165 :

– partie fixe : 904,70 €.

Coefficient 170 :

– partie fixe : 898 € ;

– valeur du point : 3,2806 €.

Autres coefficients :

– partie fixe : 877,4616 €.

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM conventionnel
I	165	1 446
II	170	1 455,70
	180	1 467,97
	195	1 517,18
III	210	1 566,39
	225	1 615,60
	245	1 681,21
IV	250	1 697,61
	270	1 763,22
	290	1 828,84
V	310	1 894,45
	330	1 960,06
	350	2 025,67

### Article 3

*Prime d'ancienneté applicable  
pour la durée légale du travail à compter du 1<sup>er</sup> avril 2014*

Compte tenu de la situation économique de la branche du négoce des matériaux de construction, les parties signataires conviennent, à titre dérogatoire, de surseoir à l'application de l'article 3.3 « Clause de sauvegarde » de l'accord du 5 juillet 2007 sur les salaires et de ne pas revaloriser, dans le cadre du présent avenant, le barème de la prime d'ancienneté issu de la recommandation du 1<sup>er</sup> janvier 2013.

Par conséquent, le barème ci-dessous, applicable depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013, demeure inchangé.

Ouvriers et employés. – Techniciens. – Agents de maîtrise

(En euros.)

NIVEAU		COEF.	3 ANS	6 ANS	9 ANS	12 ANS	15 ANS
I	B	165	37,86	75,72	113,58	151,44	189,30
II	A	170	38,28	76,56	114,84	153,12	191,40
	B	180	38,98	77,96	116,94	155,92	194,90
	C	195	40,36	80,72	121,08	161,44	201,80
III	A	210	41,74	83,48	125,22	166,96	208,70
	B	225	43,13	86,26	129,39	172,52	215,65
	C	245	44,98	89,95	134,93	179,90	224,88
IV	A	250	45,44	90,88	136,32	181,76	227,20
	B	270	47,28	94,56	141,84	189,12	236,40
	C	290	49,13	98,26	147,39	196,52	245,65
V	A	310	50,97	101,94	152,91	203,88	254,85
	B	330	52,82	105,64	158,46	211,28	264,10
	C	350	54,67	109,34	164,01	218,68	273,35

#### **Article 4**

##### *Egalité salariale entre les hommes et les femmes*

Les partenaires sociaux s'engagent à mesurer les écarts de situations, notamment de rémunérations, dans des fonctions comparables, entre les hommes et les femmes et, le cas échéant, à définir des mesures permettant de corriger, voire de supprimer les disparités.

#### **Article 5**

##### *Entrée en vigueur. – Dépôt. – Extension*

Le présent avenant entrera en vigueur au 1<sup>er</sup> avril 2014.

Les parties signataires s'engagent, dans le cadre de l'article L. 2231-6 du code du travail, à déposer le texte pour extension.

#### **Article 6**

##### *Révision. – Dénonciation*

Le présent avenant pourra être dénoncé dans les conditions prévues par le code du travail. Il pourra également être révisé à tout moment à la demande de l'une ou l'autre des parties signataires.

La demande de révision, accompagnée d'un projet motivé sur les points à réviser, sera notifiée à l'ensemble des parties signataires.

#### **Article 7**

##### *Adhésion*

Toute organisation syndicale représentative non signataire du présent avenant pourra y adhérer par déclaration en recommandé auprès de l'organisme compétent et des signataires de l'accord.

#### **Article 8**

##### *Force obligatoire de l'accord*

Les accords collectifs d'entreprise ou d'établissement de la branche du négoce des matériaux de construction relatifs aux salaires ne pourront comporter de clauses dérogeant aux dispositions du présent texte, sauf dispositions plus favorables aux salariés.

Fait à Paris, le 25 février 2014.

(Suivent les signatures.)